

On dit : réduction des traitements et salaires, paiement des pensions à partir de 15 % d'invaliddité au lieu de 10 %, recul de l'âge de départ de 60 à 65 ans, au lieu de 55 à 60, enfin quelques petites taxes qui seraient trop lourdes d'énumérer. Eh bien, cela non, Dabond, parce qu'il serait injuste de faire supporter aux victimes de l'inflation la charge de la déflation. » Ensuite, parce que cette solution serait inopérante et qu'il y a d'autres solutions.

Il y a d'abord la réduction des crédits militaires. Mais là, je ne crois pas comme nos amis du Nord, qu'il serait possible de demander des crédits de 1933 aux chiffres de 1928. Je pense qu'on pourrait y arriver en deux budgets et qu'il serait possible de trouver dès à présent des milliards et demi de trois milliards en modifiant la structure de l'armée, en répartissant plus judicieusement les commandes de matériel, en modifiant le recrutement des militaires de carrière, tout en respectant les situations acquises.

On peut encore trouver un milliard en luttant contre la désertion, en éliminant les dépenses de dépenses militaires et des communes. Enfin, on peut aussi augmenter les ressources provenant de grosses successions.

Le rachat des chemins de fer. Et puis, n'oublions pas qu'il y a encore la question des Chemins de fer. Il faut faire la grande reorganisation générale des transports. Ce sont là des solutions qui ne peuvent être trouvées quand le Gouvernement est constitué. Il faut que l'accord soit réalisé avant la constitution du Gouvernement. Si vous ne voulez pas diminuer les salaires des cheminots, et cela je crois qu'on le ferait sans doute, il n'y a, pour remédier à la situation actuelle, que trois solutions : la première, c'est la déchéance des Compagnies.

On nous dit : Cela coûterait onze milliards, mais ce chiffre est excessif. Rachez-vous les chemins de fer après les statuts et conventions ? Nous n'avons aucune raison de faire un tel cadeau aux Compagnies. Nous pourrions racheter les chemins de fer à dividende statutaire et l'intérêt des obligations. (Applaudissements.)

M. Léon Blum. Le public n'y gagnerait rien et les compagnies n'y gagneraient rien. (Applaudissements.) M. Bedouze. — Les radicaux ont tous voté cela avec nous à la Commission.

La nationalisation des assurances. Reprenant sa démonstration que le Congrès suit avec une grande attention, M. Vincent-Auriol souligne la nécessité de l'assurance-chômage et de l'assurance contre les calamités agricoles. « Il faudrait, dit-il, un milliard. Ce milliard, on peut le trouver tout de suite en nationalisant simplement la branche des assurances-incendie. Varenne disait hier : il y a le contrôle. Il est certain que le contrôle, mais ce n'est pas l'assurance. Il y a 1.200 Compagnies d'Assurances. Ces Compagnies ont des réserves qui ont été constituées par les assurés. Est-ce que pour ne pas faire l'assurance, on ne peut pas nationaliser ces réserves ? Ce ne sont pas des improvisations électorales, mais des solutions très mûrement réfléchies et imposées par la situation. Ce sont des solutions qui, j'en suis sûr, sont réalisables tout de suite.

Donc pas de fin de non-recevoir aux offres qui pourraient nous être faites. Mais un accord sur le programme que je viens de développer, sous la réserve aussi qu'il ne sera appliqué que par des hommes compétents, nous n'avons aucune objection. Nous n'avons rien à accepter sous la réserve formelle que si le pilote prenait une autre route, il nous faudrait débarquer équitablement des deux côtés. L'assurance des travailleurs hors de laquelle il n'y a pas de salut. (Vifs applaudissements unanimes.) L'orateur est chaleureusement félicité par ses collègues. Le débat est remis à la discussion est renvoyée à l'après-midi.

La séance de l'après-midi. Bien avant l'heure fixée pour l'ouverture de la séance de l'après-midi, une foule de militants, désireux d'être à la discussion, s'agglomère dans les tribunes. Les tribunes sont déjà pleines à craquer. Les délégués mandatés sont également très nombreux et, dans la salle, on entend de temps en temps le coup de cloche annonciateur de l'ouverture, on les voit réunis par petits groupes s'entretenant cordialement entre eux. Sur l'estrade, les représentants des sections étrangères sont au grand complet et c'est devant une salle littéralement bondée qu'à 15 h. M. Vincent-Auriol qui préside, déclare la séance ouverte.

M. GRUMBACH se déclare partisan de la prise du pouvoir. Avec M. Grumbach, premier orateur inscrit de cet après-midi, on entame tout de suite la dernière partie du grand débat sur la participation. Les tribunes applaudissent. Le chœur de l'ancien député du Haut-Rhin, qui déclare, avec bonhomie : « Vous êtes bien gentils, mais si j'avais été réélu je ne sais pas si j'aurais voulu accepter ce qui fait que je ne sais pas si vous applaudissez parce que j'ai été battu, ou parce que vous espérez que je reviendrai bientôt. » (Vifs applaudissements.) M. Grumbach commence par déclarer qu'il lui est apparu qu'il y a quatre tendances différentes dans le Congrès.

de croire que le socialisme gagnera de nouvelles forces dans la misère des masses travaillantes. « Ce que nous appelons au pouvoir, c'est d'abord l'espoir des électeurs qui ont voté pour nous. De tous les socialistes du monde, nous sommes les seuls qui en sont encore à se demander s'ils vivent prendre le pouvoir. L'heure est grave. La situation extérieure se complique de plus en plus. La S. D. N. est plus que jamais menacée, parce que les nationalistes ont su charger les gouvernements démocratiques.

C'est pourquoi je suis pour une participation sans réserve, basée sur un programme concret. L'ordre des événements veut qu'au moment où les gauches arrivent au pouvoir en France, en Allemagne, c'est le contraire qui se produit. Mais, avant de se prononcer, il faut comprendre les raisons du développement de l'hitlérisme.

Nous, socialistes, nous devons nous sentir solidaires du socialisme allemand, et tout faire pour sauver l'Allemagne qui souffre du danger fasciste qui la menace. Nous devons empêcher la France de venir en aide au fascisme mondial. Nous devons empêcher le fascisme de s'étendre aux pays de l'Europe centrale. Nous devons empêcher le fascisme de s'étendre aux pays de l'Europe centrale. Nous devons empêcher le fascisme de s'étendre aux pays de l'Europe centrale.

M. Déat, nouveau député de la Seine, salué par une ovation générale, prend à son tour la parole. M. Déat critique l'état d'esprit qui a présidé à la rédaction de la motion du Nord. Il rappelle que le socialisme prendra le pouvoir ? Craignez, si vous vous laissez les mains de ce qui va se passer, que dans le vase où vous les laverez, il n'y ait du sang. (Appl.)

M. Léon Blum veut la participation au cahier de revendications immédiates. La parole est à M. Léon Blum, qui est salué par une chaleureuse manifestation de sympathie. « La plupart des orateurs, dit-il, se sont félicités du résultat. Telle est mon opinion. Les résultats sont au-dessous de nos espérances, car nous pouvions espérer que notre groupe serait le plus nombreux de la Chambre.

M. Bracke, député du Nord, déclare que le parti socialiste est seul capable de résoudre les problèmes actuels. C'est au tour de M. Bracke, député du Nord, de dire son sentiment sur la participation. Il déclare qu'il est tout à fait d'accord avec la motion qui a été adoptée. Il estime que le problème extérieur ne peut pas être détaché du problème de la politique intérieure. Nous ne pouvons pas penser à la Révolution française, sans penser aux solutions réclamées par la situation extérieure et intérieure ont été apportées.

M. Marquet, député de la Seine, déclare que le parti socialiste est seul capable de résoudre les problèmes actuels. C'est au tour de M. Marquet, député de la Seine, de dire son sentiment sur la participation. Il déclare qu'il est tout à fait d'accord avec la motion qui a été adoptée. Il estime que le problème extérieur ne peut pas être détaché du problème de la politique intérieure. Nous ne pouvons pas penser à la Révolution française, sans penser aux solutions réclamées par la situation extérieure et intérieure ont été apportées.

M. Grumbach, premier orateur inscrit de cet après-midi, on entame tout de suite la dernière partie du grand débat sur la participation. Les tribunes applaudissent. Le chœur de l'ancien député du Haut-Rhin, qui déclare, avec bonhomie : « Vous êtes bien gentils, mais si j'avais été réélu je ne sais pas si j'aurais voulu accepter ce qui fait que je ne sais pas si vous applaudissez parce que j'ai été battu, ou parce que vous espérez que je reviendrai bientôt. » (Vifs applaudissements.) M. Grumbach commence par déclarer qu'il lui est apparu qu'il y a quatre tendances différentes dans le Congrès.

M. Bracke, député du Nord, déclare que le parti socialiste est seul capable de résoudre les problèmes actuels. C'est au tour de M. Bracke, député du Nord, de dire son sentiment sur la participation. Il déclare qu'il est tout à fait d'accord avec la motion qui a été adoptée. Il estime que le problème extérieur ne peut pas être détaché du problème de la politique intérieure. Nous ne pouvons pas penser à la Révolution française, sans penser aux solutions réclamées par la situation extérieure et intérieure ont été apportées.

M. Bracke, député du Nord, déclare que le parti socialiste est seul capable de résoudre les problèmes actuels. C'est au tour de M. Bracke, député du Nord, de dire son sentiment sur la participation. Il déclare qu'il est tout à fait d'accord avec la motion qui a été adoptée. Il estime que le problème extérieur ne peut pas être détaché du problème de la politique intérieure. Nous ne pouvons pas penser à la Révolution française, sans penser aux solutions réclamées par la situation extérieure et intérieure ont été apportées.

n'aboutiraient pas en quelques heures, est-ce que ce sera la C.A.P. qui aura seule à connaître de la situation ? A ce que nous appelons au pouvoir, c'est d'abord l'espoir des électeurs qui ont voté pour nous. De tous les socialistes du monde, nous sommes les seuls qui en sont encore à se demander s'ils vivent prendre le pouvoir. L'heure est grave. La situation extérieure se complique de plus en plus. La S. D. N. est plus que jamais menacée, parce que les nationalistes ont su charger les gouvernements démocratiques.

M. GROUSSIER veut la participation pour éviter le fascisme. La parole est à M. Groussier, ancien vice-président de la Chambre, qui est l'un des plus anciens membres du parti. M. Groussier est pour la participation et il le dit nettement. « Le tout est de ne pas donner aux hommes que nous désignons au gouvernement autour non seulement de talent, mais encore et surtout du caractère. » (Appl.)

M. Frossard a donné sa démission de secrétaire général du « Populaire ». L'annonce de sa démission, que M. Léon Blum a fait parvenir à M. Léon Blum, a été accueillie avec une certaine surprise. M. Frossard a donné sa démission de secrétaire général du « Populaire ».

M. Léon Blum veut la participation au cahier de revendications immédiates. La parole est à M. Léon Blum, qui est salué par une chaleureuse manifestation de sympathie. « La plupart des orateurs, dit-il, se sont félicités du résultat. Telle est mon opinion. Les résultats sont au-dessous de nos espérances, car nous pouvions espérer que notre groupe serait le plus nombreux de la Chambre.

Gorguloff a été confronté avec le cosaque Lazareff le chef de la Tcheka. L'assassin Paul Gorguloff a été amené hier après-midi au Palais de Justice à 14 h.

Un ancien professeur viennois s'est suicidé à Salzbourg. Le Dr Max Richter, ancien professeur à l'Université de Vienne, s'est suicidé à Salzbourg. Le désespéré a mis fin à ses jours en s'injectant un poison violent.

Un soldat allemand disparu dans la Somme depuis 1916 vient de rentrer chez lui. On mande de Berlin qu'un soldat nommé Oscar Daubmann, porté disparu sur la Somme en 1916, vient de rentrer chez lui.

5 ans de réclusion à un meurtrier originaire du Pas-de-Calais. Le nommé Lebar, âgé de 59 ans, originaire du Pas-de-Calais, journalier, demeurant à Jizerski, qui le 23 novembre dernier tenta de tuer sa malheureuse femme, Henriette Reynaud, est tirant dans sa direction un coup de fusil, commettant ainsi un crime odieux.

Le succès obtenu à Reims par la Société de Musique « L'Indépendante » de Meurchin. A Saint-Bermeil et Courcelles, près de Reims, s'est terminé hier un festival groupant plus de 100 musiciens appartenant à diverses sociétés de 7 départements et dont plusieurs de Paris et de la banlieue parisienne.



Mlle GILLERON, sage-femme, vaillant les trois jumeaux nés.

Fort, Zyromski, Lebas, Compiègne-Morlet, Léon Blum, Vincent Auriol, Ernest Lafont, Bracke, Longuet, Renaudel, Marquet, Kéroux, Montagnon, Frossard, Aléaume, etc.

Le défilé des victimes. Un nombre d'une trentaine, citées sur plus de 500 plaintes, ont occupé une bonne partie de cette première audience. C'est le « lament » d'une confiance déçue de façon diverse, mais qui a été approuvée par des moyens invariables. Contre nous, votre argent, nous le ferons fructifier. La promesse n'a pas été tenue, hélas ! mais le démarqueur qui la faisait était tant de persuasion. Une des victimes, un brave menuisier de Pecqueur, a résumé le cas comme en la formule : « Il m'a eu à l'éloquence ».

Un boucher éventré par un bœuf, au marché aux bestiaux de Valenciennes. Un grave accident est survenu lundi, au marché aux bestiaux de Valenciennes. Vers onze heures du matin, M. Emile Tancré, de la petite boucherie, 102, rue de Valenciennes, examinaient les bestiaux mis en vente.

L'aviateur Lefèvre a quitté Casablanca. On annonce de Casablanca que l'aviateur Lefèvre a pris son vol se dirigeant sur Alicante.

L'accident de moto de Sains-en-Gohelle. Nous avons signalé hier succintement qu'un grave accident s'était produit à Sains-en-Gohelle, le 21 mai 1932.

Le jeune disparu de Courrières a été retrouvé. Nous avons relaté l'inquiétante disparition du jeune Louis Melgouret, 17 ans et demi, qui n'avait plus reparu au domicile paternel, rue d'Hénin-Liétard, à Courrières, depuis lundi 23 mai.

Le succès obtenu à Reims par la Société de Musique « L'Indépendante » de Meurchin. A Saint-Bermeil et Courcelles, près de Reims, s'est terminé hier un festival groupant plus de 100 musiciens appartenant à diverses sociétés de 7 départements et dont plusieurs de Paris et de la banlieue parisienne.

Le succès obtenu à Reims par la Société de Musique « L'Indépendante » de Meurchin. A Saint-Bermeil et Courcelles, près de Reims, s'est terminé hier un festival groupant plus de 100 musiciens appartenant à diverses sociétés de 7 départements et dont plusieurs de Paris et de la banlieue parisienne.

LE BANQUIER MARIUS NEUVILLE devant le Tribunal Correctionnel de Lille. L'expert expose dans quelles conditions le prévenu constitua sa société anonyme. Neuville avait pour sa part 2.000 actions de 50 francs. Selon l'expert il aurait, pour les 1.600 actions restant à souscrire, employé des moyens fictifs. Lors de la première assemblée constitutive, on ne vérifia pas les apports. Le commissaire aux comptes, M. Desailly, n'aurait rien vérifié. A la deuxième assemblée générale, Neuville était fait déléguer tous pouvoirs. L'expert souligne qu'en décembre 1931, on ne fit aucun inventaire et estime frauduleux le bilan fourni par Neuville.

Les conclusions de M. Broom sont que le prévenu constitua sa société anonyme. Neuville avait pour sa part 2.000 actions de 50 francs. Selon l'expert il aurait, pour les 1.600 actions restant à souscrire, employé des moyens fictifs. Lors de la première assemblée constitutive, on ne vérifia pas les apports. Le commissaire aux comptes, M. Desailly, n'aurait rien vérifié. A la deuxième assemblée générale, Neuville était fait déléguer tous pouvoirs. L'expert souligne qu'en décembre 1931, on ne fit aucun inventaire et estime frauduleux le bilan fourni par Neuville.

Trois des nombreuses victimes de Neuville : Mme DUTHOIT, de Lille ; M. BUSSEZ, de Lomme, et Mme DESSEN, de Lille. Après une suspension d'un demi-heure l'audience est reprise à 18 heures. On entend les explications de Neuville. Né à Arras le 2 mai 1892, Marius Neuville occupa une bonne partie d'affaires de banque et se montra tour à tour une activité débordante. C'est, selon lui, ce qui le perdit ; il s'est montré trop entreprenant, a été victime d'injustice et aussi de malversations de la part de son personnel. Dans les derniers temps, il n'arrivait plus à contrôler toutes les affaires qu'il avait créées. Ses succursales, trop nombreuses, constituaient une trop lourde charge. Il a été dépassé par les événements. Il critique, sans excès d'habileté, avec précision et bonhomie les rapports d'experts et quand le Président le ramène à un point précis, il a répondu toute prête.

Le défilé des victimes. Un nombre d'une trentaine, citées sur plus de 500 plaintes, ont occupé une bonne partie de cette première audience. C'est le « lament » d'une confiance déçue de façon diverse, mais qui a été approuvée par des moyens invariables. Contre nous, votre argent, nous le ferons fructifier. La promesse n'a pas été tenue, hélas ! mais le démarqueur qui la faisait était tant de persuasion. Une des victimes, un brave menuisier de Pecqueur, a résumé le cas comme en la formule : « Il m'a eu à l'éloquence ».

LA GRAVE AFFAIRE DE MEURS DE ROUBAIX (SUITE DE LA PREMIERE PAGE) Constitution d'une partie civile. On comprendra facilement qu'un peuple élémentaire nous fasse garder le silence sur la manière « d'opérer » de l'écclésiastique. Il est cependant fait nouvelles révélations de l'infirmité qui fait venir sur cette pénible affaire.

ECHOS et CARNET. CALENDRIER. — Mardi 31 mai 1932. Soleil ; Lever, 3 h. 55 ; Coucher, 19 h. 49 ; Lune, Lever, 1 h. 46 ; Coucher, 18 h. 2 ; Aujourd'hui, Sainte-Félicité. — Demain : Saint-Pamphile. PRÉVISIONS DE L'OFFICE NATIONAL. — Région Nord : Assez beau temps ; ciel bleu ou très nuageux. Vent d'ouest à sud-ouest, 4 à 7 m. ; température : minimum, 10 ; maximum, 18 ; pluie, 0.

MARIAGE. — Lundi à 11 h, en l'Eglise Saint-Barthélemy à Anzin, a été célébré le mariage de Mlle Simone Larrivière, fille de M. Lucien Larrivière, directeur de la Société Secrétaire général des Mines d'Anzin, vice-président de la Choroza d'Anzin (O. A.) avec Mlle Marie-Louise Larrivière, fille de M. Louis Larrivière, directeur divisionnaire aux Mines d'Anzin, son oncle.

LE JEUNE DISPARU DE COURRIÈRES A ÉTÉ RETROUVÉ NOYÉ. Nous avons relaté l'inquiétante disparition du jeune Louis Melgouret, 17 ans et demi, qui n'avait plus reparu au domicile paternel, rue d'Hénin-Liétard, à Courrières, depuis lundi 23 mai.

NOUVEAU GUIDE DES TRAINS DE LA C. D. NORD. Consultez le GUIDE L'ÉCLAIR MASSON LE PLUS COMPLET. Couverture rouge. EN VENTE PARTOUT. (L'Éclairage, Roubaix et Lille.)